

Une position radicale contre l'avortement. C'est celle de travailleurs sociaux réunis au sein de la Plateforme pour la Vie. Ces derniers ont tenu un point de presse, ce jeudi 10 mai au centre social Marie-Reine-de-la-Paix. C'était l'occasion pour eux de lancer un appel aux politiciens.

Michael Atchia, facilitateur de la plateforme, avance que 500 personnes et ONG se sont prononcées contre la légalisation de l'avortement en 2011. « De nos jours, nous assistons à une banalisation des relations humaines. A présent, nous assisterons à une banalisation de la vie », affirme-t-il.

Une lettre a été envoyée à tous les parlementaires pour une rencontre avec les membres de cette plateforme, ce lundi au centre social Marie Reine de la Paix. Les membres de la PPV souhaitent faire entendre leurs propositions alternatives à l'avortement. De plus, une manifestation est prévue le dimanche 20 mai au Jardin de la Compagnie, Port-Louis.

Jean Yip Tong, un autre membre de cette plateforme, soutient que les parlementaires ont tout intérêt à être présent lors de cette réunion du lundi 14 mai. « Nous ne menaçons pas les politiciens mais s'ils ne viennent pas à notre rencontre, les électeurs en tireront leurs conclusions », soutient-il.

Monique Dinan, du Mouvement d'Aide à la Maternité (MAM), était également présente sur cette plateforme. Elle indique que son ONG milite depuis plusieurs années contre l'avortement et qu'elle n'est pas prête à changer de position.

Pour Mariam Goodur, présidente de la Muslim Ladies Council, personne n'a le droit de décider de la vie d'une autre personne. « Nous ne sommes pas Dieu pour décider d'ôter la vie à quelqu'un. Avec la légalisation de l'avortement, certains risquent d'utiliser ce recours comme une contraception », soutient-elle.

Par Estelle Bastien

